

Unité départementale du Val-d'Oise  
Immeuble Jacques Lemercier  
5 avenue de la Palette  
95010 CERGY-PONTOISE

CERGY-PONTOISE, le 17 mai 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/04/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **SMCA Manutention Carburant Aviation**

Chemin de Livry

95 380 Chennevières-lès-Louvres

Références : 2023/0397  
Code AIOT : 000 650 55 82

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/04/2023 dans l'établissement SMCA Manutention Carburant Aviation implanté Chemin de Livry 95 380 Chennevières-lès-Louvres. L'inspection a été annoncée le 17/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Dans le cadre de la surveillance périodique de la qualité des eaux souterraines au droit du site, la présence d'une phase libre d'hydrocarbures d'environ 40 cm de hauteur a été détectée, en août 2015, au niveau d'un piézomètre dénommé «LUT1» situé dans l'enceinte de l'établissement et captant la nappe du Lutétien à environ 35 m de profondeur.

Un arrêté préfectoral complémentaire, a été pris le 12 mai 2017, pour encadrer les investigations permettant de définir l'extension de la pollution et les mesures de gestion les plus adaptées. De plus, les conditions de surveillance des eaux souterraines ont également fait l'objet de prescriptions réglementaires dans cet arrêté.

À l'issue des investigations réalisées en 2017 par l'exploitant, un arrêté préfectoral de mise en demeure a été pris le 14 février 2018 suite à la définition insuffisante de l'extension de la pollution des eaux souterraines. Une échéance au 14 août 2018 a ainsi été fixée pour atteindre les objectifs ci-dessus fixés à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 mai 2017.

À l'issue des investigations réalisées en 2018 par l'exploitant, un nouveau délai, allant jusqu'au 10

avril 2019 a été fixé, pour atteindre les objectifs fixés à l'article 2. En effet, le diagnostic de l'extension de la pollution était partiel et l'absence de risques sanitaires associés restait à confirmer.

Par courrier du 10 avril 2019, l'exploitant a transmis ses compléments pour répondre aux demandes suscitées ainsi qu'un rapport de l'hydrogéologue sollicité dans le cadre de la demande d'arrêt d'exploitation de captage AEP situé sur site. De plus, un rapport présentant une interprétation de l'état des milieux actualisée a été transmis le 19 juillet 2019 ainsi qu'une actualisation du plan de gestion dans un rapport du 04 novembre 2019.

Après instruction du plan de gestion fourni par SMCA, l'inspection considère qu'il :

- ne peut être valide sans une délimitation précise de l'extension de la pollution hors site, dans les sables de Beauchamp comme dans le Lutétien ;
- n'étudie pas toutes les solutions de traitement et ne justifie pas suffisamment les options retenues ;
- ne prend en compte que très partiellement la pollution de la nappe du Lutétien au droit des terrains agricoles voisins.

Le plan de gestion fourni est insuffisant au regard des enjeux de protection des nappes profondes utilisées pour la ressource en eau potable. Il ne répond pas à l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 mai 2017 qui demande à l'exploitant de transmettre « les mesures de gestion prévues en vue de supprimer les sources de pollution et, à défaut, d'en maîtriser les impacts ».

L'arrêté préfectoral du 27 août 2020 met en demeure l'exploitant de respecter les dispositions de l'article 4 des prescriptions techniques annexée à l'APC du 12 mai 2017. Plus précisément il prescrit d'établir et transmettre :

- sous un délai maximal de 3 mois, la convention établie avec l'exploitant du terrain agricole afin de réaliser des ouvrages dans les champs alentours ,
- sous un délai maximal de 3 mois, le programme prévisionnel de réalisation des ouvrages afin d'établir l'étendue de la pollution notamment extérieure du site ;
- sous un délai maximal de 6 mois, le bilan des ouvrages qui ont été posés pour établir l'étendue de la pollution,
- sous un délai maximal de 10 mois, un rapport autoporteur proposant une actualisation des mesures de gestion.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SMCA Manutention Carburant Aviation
- Chemin de Livry B.P 19 95 380 Chennevières-lès-Louvres
- Code AIOT : 000 650 55 82
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Ex IED - MTD

La Société SMCA assure la réception, le stockage et la distribution du carburéacteur destiné à l'avitaillement des aéronefs sur les plates-formes aéroportuaires de PARIS ORLY et ROISSY CDG.

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                   | Référence réglementaire  | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|-------------------------------------|--|--|---|-----------------------|
| 1  | Mesure de gestion                   | Arrêté Préfectoral du 12/05/2017, article Article 4 des prescriptions techniques | /  | Lettre de suite préfectorale  | 3 mois                |
| 4  | Occupation des sols                 | Arrêté Préfectoral du 12/05/2017, Article 5 des prescriptions techniques         | /  | Lettre de suite préfectorale  | 3 mois                |
| 5  | Captage Alimentation en Eau Potable | Arrêté Préfectoral du 12/05/2017, Article 5 des prescriptions techniques         | /  | Lettre de suite préfectorale  | 6 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                             | Référence réglementaire  | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|--|-------------------|
| 2  | Mesure de gestion                             | AP de Mise en Demeure du 27/08/2020, Article 1                           | /  | Sans objet        |
| 3  | Mesures de surveillance des eaux souterraines | Arrêté Préfectoral du 12/05/2017, Article 5 des prescriptions techniques | /  | Sans objet        |

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

La visite permet à l'inspection de solder la mise en demeure du 27 août 2020. L'exploitant doit cependant réaliser de nouvelles conventions pour maintenir la surveillance sur l'ensemble de périmètre extérieur et continuer la dépollution sur la zone autour de LUTEXT15. L'exploitant doit également transmettre à l'inspection un plan de gestion mis à jour qui permettra la réalisation d'un arrêté préfectoral d'encadrement de la suite des travaux de dépollution et du suivi des eaux souterraines. Enfin, l'exploitant doit combler dans les règles de l'art le captage AEP non exploité.

### **2-4) Fiches de constats**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/05/2017, Article 4 des prescriptions techniques   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement de la pollution des sols   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>Dans l'attente des études complémentaires visées à l'article 2, l'exploitant met en place sans délai les premières mesures visant, d'une part, à limiter l'extension de la pollution hors site, en particulier le traitement sur site de la phase flottante présente sur la nappe et, d'autre part, à procéder au contrôle de l'étanchéité du réseau d'eau potable traversant le site et si nécessaire à sa réparation.</i></p> <p><i>D'ici le 1<sup>er</sup> juin 2017, sur la base des résultats de l'étude visée à l'article 2 du présent arrêté, l'exploitant transmet, à l'inspection des installations classées, les mesures de gestion prévues en vue de supprimer les sources de pollution et, à défaut, d'en maîtriser les impacts, assorties d'un échéancier. Pour ce faire, l'exploitant peut s'appuyer sur les outils méthodologiques développés par le Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie en matière de gestion des sites et sols pollués.</i></p> <p><i>En cas de détection d'une pollution au niveau du captage d'eau potable situé dans l'enceinte de l'établissement, des mesures de gestion sont mises en œuvres immédiatement.</i></p>   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant présente à l'inspection l'avancement de la dépollution suite à la mise à jour du plan de gestion du 30 juin 2021, en réponse à la demande de complément de l'inspection sur le plan de gestion de 2019.</p> <p>La qualité des milieux a été définie plus précisément (source sol au droit de la zone de chargement, phase surnageante sur les aquifères du Lutétien et des sables de Beauchamp, gaz des sols, analyse de l'air ambiant, eau potable). Le bureau d'études conclut que certaines incertitudes persistent mais ne remettent pas en causes les conclusions à savoir : le pic de concentration observé en 2020 (3000-4000 µg/l en HC C5-C16 en LUText3), l'extension des eaux souterraines et la phase libre dans les sables de Beauchamp (discontinue), la représentativité des données sur la qualité de l'eau du puits privé référencé BSS000LNCS (ouvrage agricole à 600 m au nord du site en latéral hydraulique).</p> <p>La mise à jour du schéma conceptuel du site et l'analyse conclut à l'absence de risque sur site et hors site. Les opérations de travaux de dépollution par écrémage engagés en 2016 ont permis de collecter une quantité cumulée d'environ 325 m<sup>3</sup> d'hydrocarbures liquides à date.</p> <p>L'exploitant propose de poursuivre l'écrouissage automatisé en attente de la résorption des épaisseurs et surtout des diminutions de rendements de collecte hors site au nord-est et donc de densifier les puits sur le secteur de LUTEXT15.</p> <p><b>L'inspection demande à l'exploitant de réaliser une nouvelle mise à jour du plan de gestion pour l'été 2023 qui conduira à la réalisation d'un arrêté préfectoral complémentaire pour l'automne 2023 afin de cadrer réglementairement la gestion et le suivi de la dépollution.</b></p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale   |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois   |

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 27/08/2020, Article 1  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement de la pollution des sols  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>La Société de Manutention de Carburants Aviation (SMCA) est mise en demeure de respecter, à compter de la notification du présent arrêté, sous 10 mois, les dispositions de l'article 4 des prescriptions techniques annexés à l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 mai 2017.</i></p> <p><i>Ce délai est assorti des échéances intermédiaires suivantes pour lesquelles la société SMCA devra apporter au préfet du Val-d'Oise et à l'inspection des installations classées un compte-rendu des mesures réalisées :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><i>sous un délai maximal de 3 mois, la convention établie avec l'exploitant du terrain agricole,</i></li> <li><i>sous un délai maximal de 3 mois, le programme prévisionnel de réalisation des ouvrages afin d'établir l'étendue de la pollution notamment extérieure du site ;</i></li> <li><i>sous un délai maximal de 6 mois, le bilan des ouvrages qui ont été posés pour établir l'étendue de la pollution,</i></li> <li><i>sous un délai maximal de 10 mois, un rapport autoporteur proposant une actualisation des mesures de gestion.</i></li> </ul> <p><i>Ces délais sont non cumulatifs et sont tous opposables à compter de la notification du présent arrêté.</i></p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Suite à la mise en demeure, et présenté lors de la visite, l'exploitant a :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>établi une convention avec l'exploitant du terrain agricole ;</li> <li>réalisé un programme prévisionnel de réalisation des ouvrages, puis réalisé les ouvrages concernés, afin d'établir l'étendue de la pollution notamment extérieure du site (à l'exception de la zone LUTEX15 pour laquelle un programme d'action est prévu) ;</li> <li>réalisé un bilan et une analyse des ouvrages posés pour établir l'étendue de la pollution ;</li> <li>réalisé une mise à jour du plan de gestion en date du 30 juin 2021.</li> </ul> <p><b>L'inspection considère donc que l'exploitant a répondu à la mise en demeure et que ce constat solde la mise en demeure du 27 août 2020.</b></p>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

### N° 3 : Mesures de surveillance des eaux souterraines

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/05/2017, Article 5 des prescriptions techniques   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, surveillance de l'eau souterraine des sables de Beauchamp et du Lutécien  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>Une surveillance de l'eau souterraine des sables de Beauchamp et du Lutécien est réalisée à partir des piézomètres mentionnés dans l'étude référencée Rapport U2 12 0020/PG de juin 2016 réalisés par la Société SITA REMEDIATION et désignés sous les appellations suivantes : LUT1, BEAU1, BEAU2, LUT2bis, LUT3, P1, P2, P3, P4, P5, LUT4, LUT5, LUT6 et LUT7.</i></p> <p><i>Les analyses sont effectuées selon les spécificités suivantes :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><i>pour tous les ouvrages du site : niveau d'eau et épaisseur de la phase libre (fréquence mensuelle) ;</i></li> <li><i>pour les ouvrages sans phase libre : analyse des paramètres HCT C5-C10, HCT C10-C40, BTEX (fréquence trimestrielle).</i></li> </ul> <p><i>À l'issue des études complémentaires visées à l'article 2, l'exploitant complètera ce réseau de surveillance par des piézomètres hors site.</i></p> <p><i>Par ailleurs, l'extension verticale du panache de pollution dissoute dans les eaux souterraines devra faire l'objet d'une surveillance régulière.</i></p> <p><i>Les résultats de cette surveillance sont transmis à l'inspection des installations classées dans les deux mois qui suivent leur réception sous forme d'un rapport comportant une cartographie du sens d'écoulement, une analyse des résultats, une comparaison par rapport aux valeurs antérieures, aux valeurs de référence sur la qualité des eaux souterraines ainsi que des commentaires sur l'évolution de la qualité des eaux souterraines.</i></p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant présente à l'inspection l'évolution des quatre indicateurs de suivi de la dépollution et les mesures de surveillance des eaux souterraines :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Indicateur n°1 : volume cumulé des hydrocarbures collectés : abattement de 99 % du volume de LNAPL collecté entre 2017 et 2022 à périmètre constant, volume total récupéré entre 2015 et 2022 de 309,1 m<sup>3</sup> ;</li> <li>Indicateur n°2 : rendement instantané du traitement par le débit quotidien collecté par puits : 2016 : 65 l/j/puits, 2017 : 100 l/j/puits, 2018 : 25 l/j/puits, 2019 : 4 l/j/puits, 2020-21 : 3 l/j/puits, 2022 : 5,6 l/j/puits ;</li> <li>Indicateur n°3 : somme des épaisseurs de phase libre d'HC à l'équilibre : taux d'abattement de 97% environ, atteinte des limites techniques de la technologie ;</li> <li>Indicateur n°4 : transmissivité de la phase libre d'HC : 140 tests d'épuisements sur la majorité des puits, seules les transmissivités de 4 puits sont supérieures à 0,07 m<sup>2</sup>/j (classification : faible à moyenne, peu compatible).</li> </ul> <p>Ces indicateurs orientent l'exploitant vers la poursuite de l'écémage automatisé sur les 4 puits concernés (dont le LUText15 et les futurs puits à ses alentours) en attente de résorption des épaisseurs et des diminutions de rendements de collecte hors site au nord-est. Lorsque les indicateurs montreront l'atteinte de la limite technique sur ces puits, l'exploitant envisage d'arrêter l'écémage automatisé pour passer à des écémages ponctuels ou passifs.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

#### N° 4 : Occupation des sols

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/05/2017, Article 5 des prescriptions techniques   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, surveillance de l'eau souterraine des sables de Beauchamp et du Lutécien  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>Une surveillance de l'eau souterraine des sables de Beauchamp et du Lutécien est réalisée à partir des piézomètres mentionnés dans l'étude référencée Rapport U2 12 0020/PG de juin 2016 réalisés par la Société SITA REMEDIATION et désignés sous les appellations suivantes : LUT1, BEAU1, BEAU2, LUT2bis, LUT3, P1, P2, P3, P4, P5, LUT4, LUT5, LUT6 et LUT7.</i></p> <p><i>Les analyses sont effectuées selon les spécificités suivantes :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><i>pour tous les ouvrages du site : niveau d'eau et épaisseur de la phase libre (fréquence mensuelle) ;</i></li> <li><i>pour les ouvrages sans phase libre : analyse des paramètres HCT C5-C10, HCT C10-C40, BTEX (fréquence trimestrielle).</i></li> </ul> <p><i>A l'issue des études complémentaires visées à l'article 2, l'exploitant complètera ce réseau de surveillance par des piézomètres hors site.</i></p> <p><i>Par ailleurs, l'extension verticale du panache de pollution dissoute dans les eaux souterraines devra faire l'objet d'une surveillance régulière.</i></p> <p><i>Les résultats de cette surveillance sont transmis à l'inspection des installations classées dans les deux mois qui suivent leur réception sous forme d'un rapport comportant une cartographie du sens d'écoulement, une analyse des résultats, une comparaison par rapport aux valeurs antérieures, aux valeurs de référence sur la qualité des eaux souterraines ainsi que des commentaires sur l'évolution de la qualité des eaux souterraines.</i></p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Le suivi et le traitement des eaux souterraines hors site nécessitent la réalisation de conventions entre SMCA et l'exploitant agricole des parcelles concernées.</p> <p>Deux conventions ont été établies :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la convention n°1, à échéance du 1<sup>er</sup> mars 2023, concerne la "barrière verte" qui permet le suivi lointain d'une potentielle dérive dans la nappe du Lutécien ;</li> <li>la convention n°2, à échéance du 31 décembre 2023, concerne les zones de traitement en aval proche du site.</li> </ul> <p>Lors de la visite, l'exploitant présente à l'inspection le nouveau plan piézométrique envisagé pour compléter la dépollution autour du LUTEXT15 et maintenir un suivi des eaux souterraines complet. Compte-tenu des résultats satisfaisants de la dépollution des zones de traitement en aval proche du site, l'exploitant propose de diminuer cette emprise. En parallèle, il paraît nécessaire de densifier la zone autour du LUTEX15. L'exploitant propose de modifier en conséquence le périmètre de la convention n°2 (celui de la convention n°1 restant inchangé).</p> <p><b>L'inspection valide la nouvelle carte piézométrique présenté et demande à l'exploitant de lui transmettre dans les 3 mois les conventions associées à ces occupations.</b></p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale   |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois   |



## N° 5 : Captage Alimentation en Eau Potable

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/05/2017, Article 5 des prescriptions techniques   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Captage Alimentation en Eau Potable   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <p><i>L'eau du captage AEP situé dans l'établissement est analysée mensuellement selon les normes en vigueur. Les prélèvements doivent être représentatifs de la qualité de l'eau distribuée sur le site et à l'extérieur du site.</i></p> <p><i>Les paramètres à analyser sont, a minima, les suivants : Hydrocarbures totaux C10-C40, Hydrocarbures totaux C5-C10, HAP et BTEX. Les résultats de ces contrôles sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.</i></p> <p><i>En cas de détection d'un de ces paramètres à des teneurs significatives au regard des normes appliquées pour les eaux potables, l'exploitant prendra les mesures nécessaires pour limiter les impacts sanitaires et environnementaux et portera cette information à la connaissance de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et de l'Agence Régionale de Santé dans les meilleurs délais.</i></p> |
| <b>Constats :</b> <p>L'étude de vulnérabilité du plan de gestion 2021 a mis en évidence un environnement moyennement vulnérable (terrains perméables mais nappe profonde) et moyennement sensible (captage AEP dans la zone polluée, arrêté fin 2020 et devant être neutralisé courant 2021 par SMCA, et captage pour usage agricole en position latérale, considéré potentiellement vulnérable selon une approche majorante). Ces deux captages ne sont pas impactés.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant rappelle que l'exploitation du forage a été arrêté fin 2020. Le comblement du forage dans les règles de l'art n'a cependant pas encore été réalisé.</p> <p><b>L'inspection demande à l'exploitant de combler le forage dans les règles de l'art et de lui transmettre un justificatif dans un délai de 6 mois.</b></p>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale   |
| <b>Proposition de délais :</b> 6 mois   |